



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving  
PWGSC  
33 City Centre Drive  
Suite 480C  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5  
Bid Fax: (905) 615-2095**

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada  
Ontario Region  
33 City Centre Drive  
Suite 480  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5

<b>Title - Sujet</b> GEMCR - Services d'instructeurs		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W2037-160034/A		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W2037-160034		<b>Date</b> 2016-06-03
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$TOR-016-7101		
<b>File No. - N° de dossier</b> TOR-5-38180 (016)		<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-06-20</b>		<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Grozdanovski, Tase		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> tor016
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (905) 615-2081 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (905) 615-2060
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:</b>		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**La présente modification 003 de l'invitation à soumissionner vise à répondre aux questions des soumissionnaires.**

Q1. Au critère O3, l'État serait-il prêt à accepter des ressources qui sont des techniciens de véhicules de NQ7 ou NQ6 plutôt que seulement des techniciens de véhicules de NQ5?

R1. Oui.

Q2. La présentation du Sommaire des dossiers du personnel militaire de la ressource, dans lequel le niveau de qualification est indiqué, suffit-elle pour répondre à l'exigence selon laquelle « le soumissionnaire doit fournir une copie actuelle et valide du certificat ou du permis de chacun des instructeurs proposés » du critère O3?

R2. Oui.

Q3. Aux critères O4 et O5, est-il acceptable de fournir une adresse électronique pour les coordonnées de la personne-ressource plutôt qu'un numéro de téléphone?

R3. Oui.

Q4. Veuillez vous reporter aux critères O4 et O5 de l'Annexe H, Critères d'évaluation, qui indiquent ce qui suit : « NOTA : Dans les exemples fournis, l'expérience doit avoir été entièrement acquise avant la date de clôture afin d'être prise en considération. »

- a. Pourquoi les travaux cités en exemple doivent-ils être achevés?
- b. Cette exigence disqualifierait les candidats qui exécutent dans le cadre de leur emploi actuel des travaux qui ne font pas partie d'un projet et qui sont plutôt exécutés de façon continue. De plus, l'emploi actuel démontre davantage l'actualité et la pertinence dans le domaine d'expertise en question. Le soumissionnaire demande respectueusement que cette exigence soit modifiée pour que les travaux en cours soient acceptés et que le « NOTA » soit supprimé des critères O4 et O5.

R4. a. Pour vérifier que la ressource proposée possède l'expérience requise.

- b. Les ressources peuvent encore exécuter les travaux cités en exemple dans le cadre de leur emploi actuel, mais doivent respecter les exigences des critères O4 et O5. Les ressources doivent démontrer qu'elles posséderont au moins trois années d'expérience avant l'invitation prend fin.

Q5. Veuillez vous reporter aux critères O4 et O5 de l'Annexe H, Critères d'évaluation, qui indiquent ce qui suit : « L'organisation, ainsi que des coordonnées, soit le nom d'une personne-ressource, son titre et son numéro de téléphone actuel. » Il devient de plus en plus difficile, pour diverses raisons, de citer des références qui pourraient confirmer l'expérience acquise dans le cadre de travaux antérieurs, surtout pour les candidats qui ont servi dans les Forces armées canadiennes (retraite, changement de poste, affectation, etc.). L'État envisagerait-il d'accepter une référence actuelle pour répondre à chacune des exigences (machinerie lourde pour le critère O4 et enseignement pour le critère O5)?

---

R5. Oui, mais la référence doit être en mesure de fournir des preuves à l'appui pour chaque élément des critères.

Q6. Veuillez vous reporter aux critères O4 et O5 de l'Annexe H, Critères d'évaluation, qui font référence aux « dates de début et de fin de l'expérience » ainsi qu'à la « période de temps réelle ». Pouvez-vous fournir des précisions et faire la distinction entre les deux?

R6. Les « dates de début et de fin de l'expérience » correspondent aux dates de début et de fin d'une période de travail ou d'un projet. La « période de temps réelle » correspond à la période réelle pendant laquelle l'expérience requise pour répondre au critère évalué a été acquise dans le cadre de la période de travail ou du projet cité en exemple.

Q7. L'État a-t-il l'intention d'activer les trois nouveaux postes obligatoires (technicien des matériaux, technicien d'armement, technicien en électronique et optronique) au début du contrat?

- a. Si la réponse à la question 1 est oui, le soumissionnaire demande respectueusement le report de la date de clôture des soumissions jusqu'au 27 juin. Si la date de clôture des soumissions n'est pas reportée, l'État risque de ne recevoir aucune soumission conforme, ou les soumissionnaires risquent de proposer des ressources qui ne seront pas disponibles pour exécuter des travaux dans le cadre du contrat découlant du présent processus d'approvisionnement (ce qui serait manifestement contre-productif si les ressources sont requises le 1<sup>er</sup> juillet).

R7. Oui, mais les ressources n'auront pas à commencer à travailler avant le 1<sup>er</sup> août 2016, conformément à l'Annexe B, Base de paiement.

- a. Conformément à l'Annexe B, les ressources ne seront requises que le 1<sup>er</sup> août 2016. Pour garantir le respect du calendrier prévu, nous sommes prêts à accorder une prolongation d'une semaine pour la sélection; la date de clôture des soumissions serait donc le 20 juin 2016, conformément à la modification 002 de l'invitation à soumissionner.

Q8. L'État pourrait-il expliquer pourquoi le technicien d'armement doit posséder au moins quatre années d'expérience dans l'industrie du soudage de réparation ou de la fabrication à titre de soudeur certifié, conformément au critère O11 de la modification 001? Cette exigence n'est pas indiquée à la section 6.1.3, qui expose les exigences qui s'appliquent aux techniciens d'armement.

R8. Le critère O11 de l'Annexe H, Critères d'évaluation, devrait se lire comme suit : « L'instructeur pour techniciens d'armement proposé doit posséder au moins quatre années d'expérience à titre de technicien d'armement. » Une Annexe H révisée sera publiée pour tenir compte de cette modification.

Q9. Dans la modification 001, la section 1.2, Sommaire, indique que la période du contrat est du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 31 mars 2019, mais à l'Annexe B, Base de paiement, les dates de début et de fin indiquées ne sont pas les mêmes. Veuillez préciser quelles dates sont exactes.

R9. La période du contrat commencera le 1<sup>er</sup> juillet 2016, mais les ressources n'auront pas à commencer à travailler avant le 1<sup>er</sup> août 2016, conformément à l'Annexe B, Base de paiement.

---

Q10. Référence : Tableau des critères obligatoires, critère O11, modification 001. Le texte se lit comme suit : « L'instructeur pour technicien d'armement proposés doit avoir accumulé au moins quatre (4) ans d'expérience à titre de technicien d'armement. » Question : Étant donné que la ressource recherchée est un technicien d'armement, il semble que cette exigence s'applique davantage à un technicien des matériaux. L'État peut-il confirmer que l'exigence est exacte? Dans le cas contraire, l'État peut-il remplacer l'exigence?

R10. Veuillez vous reporter à la réponse 8 ci-dessus.